

Un revenu universel pour rénover notre modèle social

[E lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0211346651747-un-revenu-universel-pour-renover-notre-modele-social-2031861.php](http://lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0211346651747-un-revenu-universel-pour-renover-notre-modele-social-2031861.php)

03/10/2016

Confrontés à la persistance du chômage de masse et à la montée de la précarité, les Français ont le sentiment que notre modèle social ne répond plus à leurs attentes. La mise en place d'un revenu universel peut apporter une réponse. Arrêtons d'indexer la valeur d'un individu sur sa contribution au PIB !

La souffrance au travail est une réalité pernicieuse sur laquelle nous fermons les yeux depuis trop longtemps. Pourtant, les chiffres sont éloquentes : en 2016, 20% des Français se disent au bord du burn-out et 70 % des salariés ne se sentent pas considérés. Ce n'est là que l'un des symptômes d'une crise du travail profonde et durable. Face à la persistance du chômage de masse, à la précarité croissante des emplois et à l'automatisation des tâches, les Français ont le sentiment que le travail leur échappe. Alors que le modèle du salariat est ébranlé sous l'effet de l'ubérisation, notre modèle social ne sait plus répondre à leurs attentes.

Pour lui redonner sens, il y a urgence à repenser le travail et la place que nous souhaitons lui accorder dans notre vie. Nous ne pouvons plus accepter que des milliers de Français soient contraints de sacrifier leur santé physique et mentale pour des emplois précaires et éreintants. Une transition est nécessaire, et l'ambition est grande. Demain, nos concitoyens pourraient être libérés de la précarité subie et, au contraire, choisir leurs mobilités. Demain, toutes les formes de travail ayant une utilité économique et sociale seraient reconnues et valorisées, au-delà du seul travail salarié ou rémunéré. La valeur d'un individu et son droit à la dignité ne seraient plus indexés sur sa contribution au PIB.

Le revenu universel peut être l'un des leviers de cette transition. La liberté de choix ne bénéficie aujourd'hui qu'aux plus aisés. Ce dispositif en ferait une réalité pour tous. Droit inaliénable, inconditionnel et cumulable avec d'autres revenus, il serait distribué à chaque citoyen majeur sur une base individuelle, sans contrôle des ressources ni contrepartie. Son montant et son financement seraient réajustés régulièrement pour assurer à chacune et à chacun un revenu suffisant pour vivre et participer à la vie publique.

Un outil pour protéger la société

Il s'agit d'un formidable outil d'émancipation individuelle. Parce qu'il offre un filet de sécurité permanent et inconditionnel, ce revenu libérerait nos concitoyens de la peur de l'avenir et de ses aléas financiers. Ainsi protégé du risque d'exclusion, chacun pourra en conscience choisir de renoncer à son salaire pour allonger la durée de ses études, reprendre une formation, s'engager bénévolement, créer sa propre activité, ou tout simplement bénéficier de davantage de temps pour s'investir dans sa vie personnelle, familiale et sociale.

Le revenu universel accroît notre résilience face au chômage de masse. Alors que 10% de la population active est au chômage, jusqu'à 3 millions d'emplois pourraient disparaître en France avec la digitalisation d'ici 2025. Les classes populaires et moyennes en seront les premières victimes. Or, parce qu'il atténue la violence sociale des mutations de l'économie, le revenu universel protège la société.

Le revenu universel parachève enfin notre protection sociale. La Sécurité sociale française s'est historiquement construite sur un modèle qui conditionne les droits à l'existence d'un contrat de travail. Cela avait du sens au XX^e siècle. Mais cela en a beaucoup moins avec la précarisation de l'emploi et la montée en puissance du travail indépendant. Le revenu de base renverserait la logique en créant une protection universelle, attachée à la personne.

Un coût estimé à 300 milliards d'euros par an

Se pose maintenant la question du financement. En partant de l'hypothèse d'un revenu de base équivalent au

RSA socle, sa distribution à tous les Français majeurs coûterait autour de 300 milliards d'euros par an en régime de croisière, toutes choses égales par ailleurs. Une fois le revenu universel testé et approuvé pour son efficacité, son montant pourrait ainsi atteindre 750 euros afin d'en faire l'outil pivot de la transformation sociale.

Le revenu universel devra s'articuler avec les aides sociales existantes. Des fusions ciblées seraient envisageables avec les minima sociaux (23 milliards d'euros), les aides au logement (18 milliards) ou les prestations familiales (53 milliards). J'aborde pour ma part ces propositions avec prudence. Le revenu de base doit renforcer, et non pas réduire la protection sociale des Français.

La réforme de notre fiscalité est un autre levier essentiel. L'impôt sur le revenu pourra être individualisé, pour un gain immédiat de l'ordre de 24 milliards d'euros. Sur les 84 milliards d'euros de niches fiscales, on supprimera celles qui sont injustes et inefficaces. Outre la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales (un manque à gagner de l'ordre de 80 milliards), c'est par la fiscalité du patrimoine et du numérique que nous pourrions rétablir l'équité fiscale. Le fisc français réclame déjà 1,6 milliard d'euros à Google, sans compter les sommes qui nous échappent faute d'une fiscalité adaptée.

Au-delà des calculs, la question fondamentale est celle de la société que nous voulons. Pour aborder l'avenir avec confiance, notre pays a besoin d'un projet mobilisateur en ce début de XXI^e siècle.

Benoît Hamon est député PS des Yvelines, Les Echos

Benoît Hamon : « Je milite pour un grand impôt sur le revenu fusionné avec la CSG »

[E lesechos.fr/elections/primaire-a-gauche/0211607714263-je-milite-pour-un-grand-impot-sur-le-revenu-fusionne-avec-la-csg-205](http://lesechos.fr/elections/primaire-a-gauche/0211607714263-je-milite-pour-un-grand-impot-sur-le-revenu-fusionne-avec-la-csg-205)

18/12/2016

Benoît Hamon chiffre son projet de revenu universel « entre 300 et 450 milliards d'euros ». « Cela fait beaucoup, admet-il, mais quand la France a créé la Sécurité sociale après guerre, c'était une mesure équivalente à son PIB. » - Denis ALLARD/REA

INTERVIEW - Le candidat de la primaire du PS assume le relèvement « inévitable » des prélèvements obligatoires. Le revenu universel ferait l'objet d'une « conférence citoyenne » en 2019.

Vous vous posez en candidat du changement de modèle économique. Par quoi commencer ?

Il faut d'abord remettre en cause le paradigme sur lequel sont basées toutes les politiques, à savoir la croissance du PIB. Tout le monde continue de fantasmer sur des taux qui ont disparu au début des années 1970. Cette convention du PIB garde une utilité. En revanche, elle est caduque pour être le seul critère sur lequel fonder des politiques économiques. Cela doit nous amener à engager une politique de transition écologique, à revoir le partage du temps de travail et le financement de la protection sociale.

Vous positionnez-vous comme le candidat de la décroissance ?

Pas du tout. Dans certaines coopératives agricoles bretonnes que j'ai pu visiter, la transition vers le bio crée 20 % d'emplois en plus. Dans ce secteur-là, comme celui de la santé, de la transition énergétique, de la rénovation thermique, je n'ai aucun problème à dire qu'il faut de la croissance. Ce débat entre croissance et décroissance est stupide. Je considère qu'il faut seulement essayer d'orienter au maximum la richesse que l'on crée dans des secteurs où l'impact de la production humaine sur l'écosystème et la législation sociale est neutre ou bénéfique.

Vous mettez en garde contre la raréfaction du travail provoquée par la révolution numérique, et vous parlez de taxe sur les robots. Le progrès technologique est-il pour vous une menace ?

Il serait absurde de vouloir ralentir le progrès technologique. La question posée est de savoir comment celui-ci est accompagné de choix politiques en matière de protection sociale ou d'organisation du travail. Quand je parle de taxe sur les robots, c'est pour que tout le monde comprenne bien que le travail ou l'intelligence humaine ne sont plus les seuls facteurs de création de richesses. Ce que je propose, c'est donc de transférer les cotisations patronales assises aujourd'hui sur le travail vers une [taxe sur la valeur ajoutée](#) ou le [chiffre d'affaires](#). Ce n'est pas une revendication nouvelle. C'est une façon de pérenniser notre système de protection sociale dans un

environnement où le travail se raréfie.

Vous proposez également de créer un revenu universel très élargi. Quel en sera le coût ?

Le premier étage que je conçois pour ce revenu universel est de revaloriser le RSA de 10 % et d'en étendre le bénéfice aux jeunes de 18 à 25 ans, et ce sans conditions de ressources. Cela représente un coût de 19 milliards d'euros, qui passera par des recettes nouvelles ou des réorientations de la dépense publique.

À lire aussi

- [L'OFCE juge « irréaliste en pratique » le projet de revenu universel](#)

Je pense notamment qu'il faut revoir complètement notre système fiscal. Je milite donc pour un grand impôt sur le revenu qui fusionne IR actuel et CSG, avec 10 tranches. Par ailleurs, il faut un impôt unique sur le patrimoine qui fusionne tout ce qui existe (ISF, taxe foncière, droits de mutation). Le but est d'améliorer le rendement de l'impôt et de faire en sorte que les prélèvements sur les derniers déciles soient plus importants qu'aujourd'hui.

Vous assumez donc un relèvement du niveau des prélèvements obligatoires ?

Inévitablement. La France ne manque nullement de richesses, avec un patrimoine net d'environ 200.000 euros en moyenne par adulte. Le principal problème c'est que cette richesse est très inégalement répartie. Il faut bien comprendre que le revenu universel est un instrument incroyable de redistribution. Pour son financement, le niveau des prélèvements augmentera, mais principalement et quasiment exclusivement sur les plus hauts revenus. Cette politique de redistribution doit également être associée à une lutte drastique contre l'évasion fiscale et la fraude aux cotisations ainsi qu'une remise à plat des niches fiscales.

Quelle serait la seconde étape du revenu universel ?

A terme, l'idée est qu'il inclue des prestations déjà existantes : les minima sociaux, les allocations familiales, les aides au logement. Pour arrêter son périmètre définitif, j'organiserai une grande conférence citoyenne en 2019. La question du périmètre ne peut pas être tranchée par un seul programme présidentiel. Cela représenterait entre 300 et 450 milliards d'euros. Cela fait beaucoup, mais quand la France a créé la Sécurité sociale après guerre, c'était une mesure équivalente à son PIB.

Comment comptez-vous passer aux 32 heures ?

Je suis pour maintenir la durée légale du travail à 35 heures hebdomadaires. Mais le Cice doit être utilisé pour inciter au partage du temps de travail, selon des critères qui doivent être calibrés. Je veux poser le principe du droit inconditionnel au temps choisi et celui d'une négociation de la réduction du temps de travail. Il faut commencer cette négociation par les branches. On doit offrir l'opportunité de bouger aux secteurs qui veulent le faire, et après on tirera un bilan. Je ne crois pas aux vertus de la contrainte dans ce domaine.

Votre programme est coûteux. Abandonnez-vous l'objectif d'un déficit sous les 3 % de PIB ?

Oui. Ce critère des 3 % ne s'entend plus dès lors qu'il faut procéder à des investissements importants pour financer la transition énergétique, mais aussi celle de notre modèle de développement. Par ailleurs, gardons à l'esprit qu'il y aura un **effet levier** de l'argent public sur l'économie.

Un effet levier de long terme...

Oui. J'assume le fait qu'il est indispensable de consentir des investissements pour changer notre modèle de développement. Enfin, je précise qu'il n'y aura pas que des instruments budgétaires. Je pense notamment à la BPI, qui ne remplit que partiellement son rôle aujourd'hui.

Quel rôle pour l'Europe ?

L'Allemagne doit comprendre qu'il n'y a plus de deal politique possible en dehors de la mutualisation de la dette, et d'un effacement de la dette de certains pays. Il y a urgence : morceau par morceau, le projet européen est en train de s'effondrer.

A la différence de certains à gauche, vous ne parlez pas de protectionnisme...

Contrairement à Arnaud Montebourg ou à Jean-Luc Mélenchon, je reste farouchement persuadé que l'Europe reste le lieu où l'on peut agir. Pour autant, je ne suis pas un partisan du libre-échange effréné, et l'Europe doit être au moins autant protectionniste que les Américains. Mais surtout l'urgence au niveau européen est que nous redéfinissions ensemble quelles sont nos préférences collectives en dehors du marché.

-

Benoît Hamon : « On peut en finir avec l'état d'urgence »

 abonnes.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/01/04/benoit-hamon-moi-je-ne-ferai-pas-du-cabotage-diplomatique

Candidat à la primaire à gauche, l'ancien ministre de l'éducation nationale livre au « Monde » son projet. Il détaille notamment sa vision en matière de sécurité, de politique étrangère et son idée de revenu universel.

L'ancien ministre Benoît Hamon est candidat à la primaire à gauche. Attendu sur les sujets sociaux et économiques, le député PS des Yvelines ne veut pas laisser au seul Manuel Valls le terrain du régalien.

Vous êtes candidat depuis août, mais vous n'êtes toujours pas perçu comme un favori de la primaire. Cela vous inquiète-t-il ?

Benoît Hamon : Non. J'ai installé ma campagne à travers des propositions innovantes sur le plan social et ambitieuses sur les questions écologiques et économiques. Je remarque d'ailleurs que les autres candidats réagissent à la plupart, sur le revenu universel, la transition écologique, le service public de la petite enfance, le rétablissement d'une police de proximité, etc. Je ne changerai pas mon cap.

Vous êtes surtout identifié sur les sujets sociaux et écologiques, moins sur les questions régaliennes, contrairement à Manuel Valls. Est-ce une faiblesse ?

Je ferai des propositions sur les questions de sécurité et de défense. Elles sont centrales à mes yeux. Le sujet crucial auquel chacun des candidats, Manuel Valls y compris, doit répondre, est d'expliquer pourquoi une personne âgée à la campagne a peur matin et soir des cambriolages ou des agressions. Ou pourquoi une mère célibataire en banlieue doit supporter de voir son hall d'immeuble occupé par des dealers.

Comment se fait-il, aujourd'hui, qu'il n'y ait pas d'égalité entre les citoyens vis-à-vis du service public de sécurité ? Pourquoi est-on mieux protégé dans les beaux quartiers de Paris, Lyon ou Marseille que dans certains quartiers populaires ou certaines campagnes ? Voilà l'inégalité qu'il faut réduire d'urgence.



Que proposez-vous ?

Je propose de rétablir la police de proximité et de répartir différemment nos forces de sécurité sur le territoire. Il faut aussi renforcer le renseignement territorial, très précieux pour repérer les signaux faibles de radicalisation dans certains quartiers. Mais j'ai un désaccord avec Manuel Valls : la place qu'il accorde à la prison. Il veut créer

10 000 places supplémentaires de prison. Je ne me résous pas à une gauche qui se résigne à la prison. On sait que cette doctrine a échoué partout.

Souvent, l'alternative à la détention, dès lors que la sanction est immédiate, est le meilleur antidote au risque de récidive. La contrainte pénale est plus efficace pour sanctionner les petits délinquants, c'était la bonne inspiration qu'avait eue Christiane Taubira comme garde des sceaux. Mais faute de moyens, le dispositif peine à se mettre en place. C'est pourquoi je propose de donner plus de moyens aux services d'insertion et de probation.

Est-il possible de mener une autre politique antiterroriste ?

Le sujet n'est pas de faire de nouvelles lois. La priorité est de mieux coordonner les services et de les mutualiser. Il y a aujourd'hui plusieurs sources de renseignement, gendarmerie, DGSI, Préfecture de police de Paris. Tout cela peut être mieux organisé, par exemple sous une direction unique. Je pense aussi qu'on peut envisager, à court terme, d'en finir avec l'état d'urgence, dès lors que les lois antiterroristes et renseignement permettent à la police et à la justice d'agir plus efficacement. Un état d'urgence qui dure éternellement n'a pas de sens.

Concernant la situation internationale, vous avez parlé de crime contre l'humanité à Alep. Que doit faire la France dans le dossier syrien ?

Il existe aujourd'hui en Syrie une initiative de paix russe, turque et iranienne. Que les armes se taisent est une bonne nouvelle, mais la France doit œuvrer pour que tous les acteurs essentiels d'une solution politique soient autour de la table : les Nations unies, l'Union européenne, les Etats-Unis et les pays arabes.

Condamnez-vous l'action sur place de la Russie ?

J'ai dénoncé avec force, en son temps, George W. Bush et la guerre en Irak. Pourquoi faudrait-il être aujourd'hui plus indulgent avec Vladimir Poutine en Syrie, alors qu'il cautionne ou permet des massacres à Alep ? Je ne propose pas de rompre le dialogue avec Moscou, mais d'être ferme sur les principes. La France ne peut donner quitus aux Russes, comme le font François Fillon, Marine Le Pen ou dans une moindre mesure Jean-Luc Mélenchon. Il faut continuer de combattre Daech, mais il n'y a aucune solution durable en Syrie avec le maintien d'Assad au pouvoir.

Mais quelle peut être la marge de manœuvre de la France dans cette région du monde ?

La France doit avoir à nouveau une politique arabe. Nous ne parlons plus aux sociétés arabes. En Syrie et en Irak, ce sont les Russes, les Turcs et les Iraniens qui décident. En Jordanie et en Egypte, ce sont les Américains. Dans les territoires palestiniens, ce sont les Israéliens. Il manque une vision : la France doit développer dans ces régions une stratégie d'influence et poser des actes forts.

Notre action militaire, indispensable pour lutter contre Daech, n'aura d'efficacité qu'à la condition de ne pas éclipser les sociétés arabes. Dans ce contexte de répression grandissante, notre réseau culturel et nos centres de recherche constituent des outils uniques de la diplomatie française.

Quelles initiatives prendre ?

Le 15 janvier, nous accueillons la conférence de Paris sur la question israélo-palestinienne. Laurent Fabius, quand il était ministre des affaires étrangères, avait proposé qu'en cas d'échec de cette conférence, la France reconnaisse l'Etat de Palestine. Ce qui fait obstacle à cette reconnaissance, c'est la poursuite de la colonisation des territoires occupés par Israël. Les Nations unies viennent de condamner cette politique et les risques qu'elle fait courir à la paix. Il n'y aura pas de paix durable sans intégration d'Israël dans son environnement régional. L'absence d'Etat palestinien viable en constitue aujourd'hui le principal obstacle. Comme président de la République, je prendrai mes responsabilités et je proposerai cette reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France.

Tous les candidats à la primaire proposent de changer l'Europe, une vieille rengaine au PS. Pourquoi vous croire une fois encore ?

La crise européenne est simple : le projet européen reposait hier sur la coopération, on retient aujourd'hui essentiellement que les Etats membres se font concurrence. Il en résulte des écarts de développement qui augmentent, une croissante atone, un chômage de masse et une pauvreté endémiques. Certes, l'Allemagne est au centre politique et économique de l'Europe, mais elle refuse que l'Union européenne, selon les mots de Wolfgang Schäuble, soit une Union de transferts. Sans solidarité, il reste l'austérité.

S'il faut rééquilibrer la relation franco-allemande, nous devons aussi construire des alliances politiques avec les autres forces de gauche en Europe, les sociaux-démocrates, les écologistes et la gauche plus radicale. Il faut proposer un nouveau contrat politique européen.

Comment ?

Les Etats-Unis se tournent de plus en plus vers l'Asie et de moins en moins vers l'Europe. La Russie affirme ses prétentions. Cette situation crée des responsabilités nouvelles que l'Europe doit être prête à assumer en matière de défense et de sécurité. La France est le seul pays de l'Union Européenne à disposer d'un outil de défense complet, depuis le Brexit. Elle doit prendre l'initiative de projets communs de défense dans le champ industriel et militaire. C'est le gage de confiance que la France doit donner à ses partenaires.

Il faudra aussi organiser avec les pays du sud et de l'est de l'Union, la convergence sociale et fiscale, afin d'en finir avec le dumping généralisé. Pour absorber ce choc de compétitivité, il est indispensable de lancer un grand plan de 1 000 milliards d'euros d'investissements pour combler les écarts de développement et construire la transition écologique européenne à l'instar des réussites industrielles en matière spatiale et aéronautique.

Vous président, auriez-vous la stature d'affronter Poutine ou Donald Trump ?

De quelle stature parle-t-on ? Regardez mon parcours, je ne pense pas être le candidat à la primaire qui ait manqué de fermeté dans des moments décisifs. J'ai une vision de la politique étrangère, qui me différencie de ceux qui naviguent au gré des événements créés par les autres. Moi, je ne ferai pas du cabotage diplomatique.



Vos idées peuvent séduire dans une primaire de gauche, mais peuvent-elles convaincre un électorat plus large à la présidentielle ?

Vous croyez qu'un électeur de droite a envie de respirer un air pollué ? Vous croyez qu'un patron de PME qui n'a jamais voté à gauche, ne voit pas que la révolution numérique va bouleverser le rapport au travail ? La reconnaissance du vote blanc, c'est de gauche ou de droite ? Et je pourrais prendre bien d'autres exemples

dans mon projet. Je m'adresse à tous les Français, pas seulement aux électeurs socialistes. Il me semble aujourd'hui que les recettes usées depuis vingt ans doivent être dépassées.

Vous avez fait du revenu universel un axe fort de votre projet. Pourquoi ?

La question n'est pas de savoir s'il y aura un jour un revenu universel, il y en aura un. C'est la nouvelle protection sociale. Ceux qui prétendent que c'est irréalisable disaient la même chose quand on a voulu mettre en place le RMI ou la Sécurité sociale. La seule question, c'est quel revenu universel sera mis en place dans les années à venir en France.

Mais n'est-ce pas remettre en cause la valeur travail ?

Je ne mets pas en cause l'importance du travail, mais je relativise sa place, car il va se raréfier. Le numérique va bouleverser nos vies. L'équation schumpeterienne de la destruction créatrice, qui veut que l'innovation technologique apporte de nouveaux emplois, ne fonctionne plus, ou alors partiellement. Selon toutes les études sérieuses, ce sont des centaines de milliers d'emplois peu ou pas qualifiés qui ont commencé à être détruits dans les économies occidentales. Il faut maîtriser cette transition et tirer le meilleur parti de cette formidable opportunité que nous offre la révolution numérique de moins travailler et de vivre mieux.

Pourtant, Manuel Valls, comme Emmanuel Macron, se présentent comme les candidats du travail...

Il y a une grande paresse à gauche sur cette question. Je suis moi aussi philosophiquement attaché à la société du travail. Je pense qu'on peut s'y épanouir, y trouver une utilité. Mais j'observe aussi que des gens aspirent à moins travailler, car le travail les broie.

Je suis frappé de constater que cette idéologie du travail est portée par des gens qui appartiennent à des catégories plutôt heureuses d'aller travailler et qui n'ont qu'une connaissance très lointaine de la réalité du travail, quand celui-ci est difficile, quand on en tire un revenu qui ne donne pas de quoi vivre, quand il ne permet pas de consacrer du temps à ses enfants...

L'instauration d'un tel revenu est-elle envisageable tout de suite ?

Cette question est en effet importante. Mais commençons par dire ce que nous voulons. Quand le CNR propose la Sécurité sociale au sortir de la guerre, il invite à créer un système qui va très vite peser 100 % du PIB de l'époque. Aujourd'hui, le revenu universel, ce serait 15 % à 20 % du PIB. Que s'est-il passé, en 70 ans, pour que la gauche n'arrive plus à penser ce que pourrait être une nouvelle protection sociale adaptée aux insécurités de notre temps ?

Quelles premières mesures adopteriez-vous ?

Dès le budget 2018, je revaloriserai le RSA pour le porter à 600 euros. Sa distribution sera automatique, ce qui permettra d'en faire bénéficier le tiers des gens aujourd'hui éligibles mais qui n'en font pas la demande. De plus, je permettrai aux 18-25 ans de bénéficier du revenu universel, pour être autonome et favoriser leur insertion sociale et professionnelle. Les jeunes alternent salariat, statuts précaires, formations, contrats courts. Le revenu universel incarne enfin l'acte de confiance espéré de la France envers sa jeunesse.

Quel en serait le coût ?

Cela coûterait 45 milliards d'euros. Pour les financer, je propose une nouvelle imposition du patrimoine : un prélèvement unique qui fusionnerait impôt de solidarité sur la fortune [ISF] et taxe foncière. Celui-ci s'appliquerait sur le patrimoine immobilier, comme financier, des ménages et des entreprises. Ce prélèvement serait de 0,65 % sur les actifs nets.

Benoît Hamon : «Le revenu universel est une invitation à s'épanouir»

 liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/01/05/benoit-hamon-le-revenu-universel-est-une-invitation-a-s-epan

05/01/2017

«Je découvre que je vous intimide. Ça me touche beaucoup...» Premier candidat à accepter de répondre aux questions de la rédaction de *Libération* dans cette campagne de la primaire à gauche (22 et 29 janvier), Benoît Hamon attend sa première question après avoir feuilleté l'édition du journal de jeudi et expliqué vouloir faire de «la question des migrants» un débat «central» de la primaire. Deux heures d'entretien pour aller du revenu universel au «service public de l'aide au devoir» en passant par la légalisation du cannabis.

Il y a une petite musique qui s'installe : «Hamon va nous faire le coup de Fillon.» Ça ne vous fait pas peur ?

Je me réjouis, non pas d'être Fillon, mais de l'affronter. Sur le fond, la forme, l'idée que je me fais de la démocratie. Cette perspective ne m'affole pas du tout. Au contraire, elle m'enthousiasme. Après, il y a deux types d'approche de l'élection présidentielle. Soit on fait en fonction des parts de marché disponibles. C'est-à-dire par rapport à ceux qui votent à la primaire - les seniors, sensibles aux problèmes de sécurité et d'insécurité culturelle -, et je construis alors ma réponse autour du thème des protections et de ce qui paraît «bancable» aujourd'hui. Soit - et c'est mon choix - je pose un certain nombre de questions qui me paraissent centrales. Par exemple, la nécessité de changer de modèle de développement, ou encore les questions de santé liées à nos modes et cadres de vie... D'ailleurs, si j'arrive à remplir des salles sur la question du revenu universel, c'est bien que cela intéresse les gens. Ils se posent des questions : pourquoi, comment ? Bref, quand on déborde le cadre en passant par les réseaux sociaux sur une question comme le revenu universel, on remplit abondamment des salles. En revanche, si je m'appuie sur les réseaux classiques du PS pour organiser une réunion publique, il n'y a personne... Aujourd'hui, j'avance sur un cap. On verra si les gens suivent ou non. Mais dire que ce que je propose est irréalisable est un non-sens.

Vous êtes d'ailleurs attaqué par vos concurrents socialistes à la primaire là-dessus...

Cela ne m'a pas échappé... Mais eux, selon leurs propres règles, n'ont pas de projets plus réalisables que le mien. Or, soit on considère que l'on doit changer de modèle de développement et en créer un nouveau, assis sur de nouvelles protections sociales et de nouveaux financements, et à ce moment-là, on se fixe des objectifs et on construit un chemin. Soit on continue de penser que la politique est une technique, avec un tableau de bord : un bouton «demande» d'un côté, un bouton «offre» de l'autre. Je refuse ce cadre-là.

Ça ne vous exonère pas de préciser, par exemple, votre projet de revenu universel. Il coûterait près de 300 milliards d'euros, ce qui paraît exorbitant par rapport au budget annuel de la France. Concrètement, comment vous faites ? Qui touche quoi ? Quand ?

C'est comme la Sécurité sociale. Elle a évolué et évolue encore. Ce qui changerait fondamentalement, c'est donner une allocation à tous, universelle. Un journaliste me disait, surpris, que Carlos Ghosn [PDG de Renault, *ndlr*] recevrait la même allocation que lui. On rembourse bien la grippe de monsieur Ghosn comme la grippe de n'importe qui ici ! Pour ce faire, nous allons donc construire des formes de redistribution permettant progressivement de financer le revenu universel. Afin de toucher notamment les femmes, surreprésentées dans les emplois peu ou pas qualifiés, les métiers les plus pénibles, avec les horaires les plus décalés. Si demain vous proposez à une auxiliaire de vie, payée 1 300 euros par mois, de baisser son temps de travail en maintenant son pouvoir d'achat, elle le fera immédiatement.

Vous n'avez pas peur de créer un «salaire maternel» ? N'est-ce pas une façon de renvoyer les femmes à la maison ?

Non, car c'est la possibilité pour elles de continuer à travailler, tout en disposant de moyens pour pouvoir réduire leur temps de travail. Ce qui m'intéresse, c'est qu'elles tirent de leur travail un revenu leur permettant de faire face à leurs besoins, mais surtout qu'elles aient les moyens de travailler moins quand leur travail constitue une peine ! Pour des organisations du travail davantage bienveillantes, je veux redonner du pouvoir aux travailleurs afin qu'ils choisissent leur temps de travail et soient ainsi plus libres. Le revenu universel permet cela. Il change complètement le rapport de force dans l'entreprise. Je reprends l'exemple de mon auxiliaire de vie : aujourd'hui, on leur demande de faire des toilettes de personnes âgées en dix minutes, là où elles ont besoin de trente. Quand on les interroge, ces salariées expliquent qu'elles maltraitent les patients dans leurs établissements, qu'elles perdent l'estime de soi en faisant mal leur travail. Alors oui, si le revenu universel est un moyen de se libérer d'un temps de travail où on ne s'épanouit pas, c'est un progrès. Le travail ne se résume pas à l'emploi. Les bénévoles n'ont pas de gratification, et pourtant ils font un travail ! Le revenu universel apporte une forme de reconnaissance au travail qui existe en dehors de l'emploi. C'est aussi une invitation à s'épanouir dans d'autres activités que l'emploi.

Vous ne répondez pas : à quel horizon ? Comment ?

Je vois trois étapes. La première, c'est la revalorisation et la distribution automatique des minima sociaux - on peut ainsi imaginer que l'Etat reprenne cette compétence aux départements - et leur attribution aux jeunes. Car nous sommes le seul pays qui considère qu'à partir de 18 ans, il faut en baver - pas d'allocations chômage, pas de minima sociaux - au motif qu'il ne faudrait pas faire rimer insertion professionnelle avec assistanat. Dans quel autre pays voit-on cela ? Le revenu universel doit donc d'abord concerner les 18-25 ans.

Vos concurrents socialistes vous reprochent de laisser la «valeur travail» à l'adversaire...

Quand on autorise, par accord d'entreprise, la baisse du tarif des heures supplémentaires, c'est-à-dire le «travailler plus pour gagner moins», où est la valeur travail ? Qu'on arrête avec ces formules...

Vous ne répondez toujours pas à la question : quel horizon ?

Deuxième étape, celle d'une généralisation. Il faudra alors voir, en fonction des expérimentations et de ce qu'on aura fait pour les jeunes, si cette allocation distribuée à tous sera accordée sous condition de ressources - moins de 2 000 euros - ou pas. Cela permettrait de viser les emplois les moins bien payés et pour lesquels on veut accorder de l'autonomie. Le revenu universel est un des instruments par lequel on organise la réduction du temps de travail.

Et la troisième étape ? Celle de la généralisation totale. A quelle échéance ?

Aujourd'hui, je ne peux pas dire «2022», par exemple... Je souhaite que cela puisse se faire à l'échelle du quinquennat. Mais je me refuse de dire cela.

Pourquoi ?

Parce que nous sommes sur un processus. C'est comme si on avait dit, pour la Sécurité sociale, que nous aurions tel niveau de prestation à telle échéance. Mais on avancera dans l'agenda. Ce que je souhaite, c'est que soient réalisées au moins deux étapes lors du prochain quinquennat.

Cela remplacera-t-il l'ensemble des allocations ?

Pas toutes. L'allocation aux adultes handicapés, AAH, vient par exemple compenser la réalité d'un handicap. Il ne paraît donc pas logique de l'absorber dans le revenu universel.

Vous dites ne plus croire en la croissance en termes de PIB. Vous vous considérez comme décroissant ?

Les politiques mises en œuvre ne ramènent pas la croissance.

Il y a pourtant des pays où il y a de la croissance...

Oui, mais cela n'empêche pas les inégalités et la pauvreté d'augmenter, et d'observer un impact négatif sur l'environnement. On a des réserves de pétrole et de gaz qui sont en voie d'extinction, des réserves de charbon pour encore trois cents ans, mais qui sont en train de s'épuiser.

Et avec des conséquences climatiques...

Quand on va chez les légumiers de Saint-Malo, ils disent «*c'est génial, maintenant, on fait du chou-fleur toute l'année alors qu'avant, on en faisait plein champ six mois par an*». Parce que quand il faisait froid, ils n'en faisaient pas. Ils considèrent donc que le réchauffement climatique, c'est génial. Il y a juste un problème : l'année dernière, ils ont fait trente millions de têtes de moins que prévu et, cette année, vingt millions de plus. Ils ont donc des amplitudes à gérer et font face à des épisodes climatiques qui bouleversent complètement leur manière de produire. Pareil pour les marins pêcheurs : ils disent «*c'est super, non seulement on a fait de la maîtrise de la ressource, ce qui nous permet aujourd'hui de pouvoir contrôler, mais on n'a jamais fait autant de homards, d'araignées*». Pourquoi ? Parce qu'il fait plus chaud. Et si on descend au Pays basque, ils font maintenant du poisson tropical ! Parce qu'il y a une remontée d'espèces du Sud vers le Nord. Et je leur ai demandé : si tout remonte, qu'est-ce qu'il reste au sud ? Est-ce qu'il y a encore du poisson ?

Il faudrait donc faire une croix sur la croissance ?

Elle ne reviendra pas. Et si elle revient, elle ne fera pas baisser la pauvreté ni les inégalités. Et ça ne dit rien du niveau de santé, du niveau d'éducation qui peuvent évoluer indépendamment de la croissance. Le PIB ne peut plus être un objectif quand on va le chercher au prix d'un modèle de développement consumériste et productiviste.

Vous vous considérez décroissant, alors ?

Décroissant sur les centrales à gaz, oui. Pas décroissant sur le photovoltaïque, ni sur l'hydroélectrique ou l'agroécologie. Je ne suis pas non plus décroissant sur les emplois liés au démantèlement des centrales nucléaires. Je suis pour la fermeture des centrales qui arrivent en fin de vie. Car quand on nous explique que le kilowatt produit par le nucléaire coûte moins cher que celui produit par le renouvelable, cela n'intègre pas les coûts de maintenance des centrales, qui ne cessent d'augmenter, ni ceux de leur démantèlement.

A quelle date fixez-vous une sortie du nucléaire ?

J'ai donné des objectifs de réduction du parc, qui reprennent en grande partie les engagements - non tenus - de 2012. En parallèle, je défends un nouveau modèle, avec la création d'unités de production d'énergies

renouvelables territorialisées et locales, sur la base d'un statut de sociétés coopératives d'intérêt collectif. Un statut qui permet, grâce à ma loi, que les collectivités montent jusqu'à 50 % du capital. Cela leur permet d'offrir une base juridique et une gouvernance intelligente qui associent usagers, entreprises, citoyens et collectivités, et facilitent des solutions soutenues pour partie par le plan Juncker [du nom du président de la Commission européenne, qui a lancé des mesures de relance de l'activité].

Imaginons que vous êtes élu président dans quatre mois. Vous présentez vos trois priorités. Merkel dit «nein». Vous revenez à Paris et vous dites : «Ça va être un peu dur.» Autrement dit, il se passe quoi quand on est minoritaire en Europe ?

Les Allemands sont-ils moins sensibles que nous au réchauffement climatique, à la protection du continent ? Non. Donc je ne vois pas en quoi nous ne pouvons pas construire des coopérations extrêmement ambitieuses avec eux et en Europe. Pour donner la base juridique qui manque peut-être, je préconise la constitutionnalisation des «communs» [biens communs : sol, air, vivant et eau] : le droit à respirer un air de qualité, à boire une eau de qualité. Cela constituerait une base à partir de laquelle construire une fiscalité spécifique sur les entreprises qui exploitent, à titre privé, ces «communs». Cette idée ne vient pas de moi. Je l'ai piochée dans le programme de Bernie Sanders [perdant de la primaire démocrate américaine].

C'est présent aussi chez les communistes français, non ?

Si j'avais su, je serais allé chercher l'idée place du Colonel-Fabien plutôt qu'aux Etats-Unis ! Mon empreinte carbone n'aurait pas été aussi lourde (rires). Ce que je veux dire, c'est que le rassemblement de la gauche est possible. Sur le fond, et pas simplement sur la base de je ne sais quelle trajectoire charismatique ou messianique. Mais c'est vrai, il manque entre nous des liens au niveau européen depuis le référendum français sur la Constitution [de l'UE] en 2005. Les partisans du «oui» ont passé leur temps à s'excuser auprès des autres européens du vote français. Nous, les partisans du «non», on est restés figés dans le débat hexagonal. Nous n'avons plus aucun allié en Europe ! On ne se connaît pas entre nous, et il n'y a aucune stratégie : ni d'alliance ni de politique à court, moyen et long terme sur les questions européennes. Il nous faut repolitiser le débat européen.

C'est d'ailleurs à l'image de l'UE, qui n'a aucune stratégie...

Si, sur le libre-échange, avec les traités Ceta [avec le Canada], Tafta [Etats-Unis] ou Tisa [projet d'accord sur le commerce des services avec une vingtaine d'autres pays]...

Hors Europe, quelles sont vos priorités diplomatiques ?

Pour moi, ce qui est - au moins - aussi important que l'Europe, c'est la Méditerranée et, plus généralement, l'espace francophone. J'ai été très frappé par une étude qui montre qu'il manquerait d'ici à 2020 entre 100 000 et 150 000 profs de français dans l'espace francophone juste au moment où, dans ces régions-là, d'autres pays proposent d'autres formes d'éducation, notamment les Qataris, qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'enseignement et les valeurs qui peuvent être dispensés par des profs de français. Derrière notre langue, il y a ce que nous sommes collectivement.

Vous président, vous seriez intervenu au Mali et en République centrafricaine ?

Un Etat souverain qui vous demande d'intervenir militairement pour éviter qu'il y ait un «Etat» jihadiste juste de l'autre côté de la Méditerranée ? Bien sûr que je serais intervenu. En revanche, je ne dirai pas la même chose sur ce que l'on a fait en Syrie. Ce qui me paraît le plus important en matière de politique étrangère, ce ne sont

pas que les interventions militaires, mais aussi la situation globale du Sahel, comment on reconnecte cette partie de l'Afrique au poumon économique de la Côte-d'Ivoire ou, quoi qu'on en dise, au poumon éducatif que peut être le Sénégal. Cela supposera de mobiliser nos savoir-faire en matière d'infrastructures, notamment de communication, de génie civil, dont les acteurs français ne sont pas forcément nos amis politiques. Aujourd'hui, la France n'a plus de stratégie d'influence. Nous faisons du cabotage diplomatique. Je conteste notre diplomatie commerciale basée sur une sorte de lune de miel avec les monarchies sunnites du Golfe. On a parlé d'un «*moment saoudien*» de la France... Il y a surtout eu un «*moment français*» de l'Arabie Saoudite, qui était fâchée avec les Américains... Notre stratégie d'influence ne s'appuie pas sur nos points forts, comme notre langue française, notre incroyable réseau d'instituts culturels, de centres de recherche qui peuvent abriter, servir de refuge, de relais aux mouvements citoyens, à ces sociétés civiles qui émergent dans le monde arabe. Notre regard sur les sociétés arabes est faussé par la montée du fondamentalisme religieux. Il est incontestable, je ne vais pas le nier. Mais il y a, symétriquement, ce que l'on voit apparaître : des gens qui se revendiquent comme ouvertement athées, comme le mouvement You Stink au Liban. Il s'agit de gens de toutes confessions, de toutes obédiences, mobilisés contre la corruption des élites.

Concrètement, cela veut dire quoi ?

Concrètement, je ne veux pas d'un accord de cessez-le-feu en Syrie qui se fait, comme c'est le cas, sans les Nations unies, sans l'Union européenne, sans les Américains et sans les sociétés arabes. Même si je n'aime pas cette formule, la France doit retrouver une «*politique arabe*», en tout cas une politique en direction des sociétés arabes. Elles sont aujourd'hui absentes des solutions de toutes les zones de conflit qui les concernent. En Syrie, la question est réglée par les Turcs, les Iraniens et les Russes. En Palestine, la question est réglée par Israël. En Jordanie et en Egypte, ce sont les Etats-Unis qui décident. Où sont les sociétés civiles arabes qui sont pourtant bouillonnantes ? Où pèsent-elles réellement, fortement sur le destin de ces pays-là ?

Quel peut être le rôle de la France ?

Il me semble que le rôle de la France, le plus éminent, doit être de retrouver une capacité de dialoguer avec les sociétés arabes. C'est un travail long et patient qu'il faut fournir. Nous devons retrouver de l'équilibre dans notre diplomatie. Je ne suis ainsi pas de ceux qui disent «*il faut mettre beaucoup d'argent pour reconstruire la Syrie*». Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées. Nous n'avons pas à nous retrouver, nous, à reconstruire ce qui a été méthodiquement détruit par les Russes et le régime d'Al-Assad.

C'est la «*diplomatie économique*» de Laurent Fabius lorsqu'il était au Quai d'Orsay que vous critiquez ?

De par mon expérience de ministre, je sais que lorsqu'on est en visite diplomatique dans un pays étranger, celle-ci est d'abord consacrée à : quelle nouvelle concession pour Total, quelle nouvelle ligne pour Air France ou quel nouveau contrat pour Engie. Bref, vous êtes un VRP d'activités sans doute profitables à ces entreprises et partiellement à l'emploi, mais pas forcément pour nos centres de production. Il me semble qu'une stratégie d'influence de la France pourrait être de s'appuyer sur son excellence dans le domaine du logement social, son excellence dans le domaine de la protection sociale, son excellence dans le domaine de la santé. La force de la France, c'est le fait d'avoir un modèle social qui nous distingue des modèles libéraux anglo-saxons classiques.

Qu'est-ce que vous proposez pour tenter de résoudre la question migratoire ?

Il faut assumer le fait que l'on va devoir accueillir plus de migrants. Alors qu'une ville comme Nantes absorbe, je crois, chaque année 30 000 habitants supplémentaires, la France ne serait pas capable d'accueillir 90 000

réfugiés ? Sur 100 personnes déplacées dans le monde l'année dernière, l'Europe en a accueilli 2, dont 1,5 en Allemagne. La France doit faire plus. On peut être beaucoup plus généreux en matière de droit d'asile que nous ne le sommes. Je souhaite d'une part harmoniser les politiques d'asile au niveau européen et d'autre part donner à partir d'un certain délai de résidence une possibilité aux migrants de travailler. Parce qu'il n'y a pas d'autres moyens de s'insérer que d'apprendre la langue que de travailler. C'est aussi simple que ça !

Vos adversaires à la primaire défendent plutôt des questions de frontières et de renforcement des frontières ?

Oui, certains défendent les frontières... comme ils défendent aussi de construire 10 000 places de prison supplémentaires.

Mais la surpopulation dans les prisons, c'est pourtant un sujet ?

Oui, c'est un sujet, mais il n'est jamais résolu par la création de places supplémentaires dans les prisons. Selon la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, à chaque fois qu'on augmente le nombre de places en prison, la politique de mise en détention est plus sévère. Et donc le nombre de prisonniers augmente. Avec la loi Taubira, on a un outil qui s'appelle la contrainte pénale, qu'on devrait utiliser plus souvent à l'égard des petits délinquants, pour éviter de les enfermer et peut-être de les rendre plus dangereux qu'ils ne l'étaient avant !

Si Manuel Valls gagne la primaire, comment pourrez-vous le soutenir ?

Je vous donne rendez-vous le 29 janvier.

Si vous gagnez, quelle place vous ferez à Manuel Valls dans votre équipe ?

Je me réjouis déjà du moment où je l'appellerai pour lui dire : «Je compte sur toi.» Ma priorité est de rassembler tous les socialistes et à l'extérieur du Parti socialiste, Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot, et même Emmanuel Macron !

Il y a des chances qu'ils vous écoutent ?

Pour moi, le rassemblement ne signifie pas de se ranger comme un seul homme derrière ma candidature. On a l'impression que tout le monde a déjà intériorisé la défaite de la gauche à l'élection présidentielle. On n'a jamais été dans une telle incertitude. La seule chose dont je suis certain, c'est que Marine Le Pen fera un très gros score.

Donc, elle sera au second tour ?

Oui. Après personne ne peut dire que la gauche ne peut pas l'emporter...

Même si Hamon, Macron et Mélenchon sont au premier tour ?

S'il y a les trois, ce sera quand même très compliqué !

Aux Etats-Unis, les robots, les algorithmes remplacent les caristes, les employés de banque, les avocats, les journalistes, les caissières... Est-ce qu'on est condamné à un chômage de masse ?

Non, si on maîtrise le processus en partageant le travail. On va vers une raréfaction du travail. Quand une caissière est remplacée par un portique, elle devient quoi ? C'est là que je reproche à Arnaud Montebourg d'être toujours accroché à des équations qui, à mon avis, ne fonctionnent plus. Il est encore dans un schéma à la Schumpeter de la destruction créatrice, où l'innovation détruit mais crée de nouvelles activités.

Ça fait 1 h 45 qu'on parle et on a l'impression que vous êtes totalement irréconciliable avec Montebourg, Valls et Macron...

Je pense que je vais gagner. Ne vous trompez pas, je vous le dis sérieusement.

Imaginons que vous ne gagnez pas, vous votez quoi à la présidentielle ?

Je suis désolé, mais je ne répondrai pas à cette question.

Dans le cas d'un duel Fillon-Le Pen au second tour, vous faites quoi ?

Je n'esquiverai pas la réponse mais je ne la ferai pas maintenant. Je suis en campagne, je veux défendre une vision peut-être singulière au sein du Parti socialiste, mais qui je crois rencontre un véritable écho dans la société française.

Je suis écrivain [Caryl Férey, «agitateur» de «Libé»]. Que comptez-vous faire pour lutter contre l'évasion fiscale et forcer les riches à payer leur dû ?

Il y a un impôt que je ferai, inspiré directement de ce que propose l'économiste Thomas Piketty : la fusion de l'ensemble de la fiscalité sur le patrimoine sous la forme d'un impôt sur l'ensemble des actifs nets, financiers comme immobiliers. Il pèserait sur les entreprises comme sur les ménages et serait ainsi redistributif. Après, on a beaucoup à faire pour rendre plus juste la fiscalité : un seul et unique impôt sur le revenu fusionné avec la CSG, progressif, avec un minimum de dix tranches. Il faut que l'ensemble des cotisations patronales ne soit plus assises sur le travail mais sur la valeur ajoutée. C'est ma «taxe sur les robots». Alors, là aussi, on me dit, «Benoît Hamon est fou ! C'est irréalisable !» C'est incroyable ! Dès qu'on a une idée qui correspond à ce qui se passe, on dit que c'est irréalisable ! Le portique remplace ma caissière, j'économise un salaire, j'ai de plus en plus de gens qui viennent dans mon magasin parce qu'ils vont plus vite qu'avant, je dégage plus de valeur ajoutée mais je paie moins de cotisations sociales ? Mais c'est une blague ! Je propose donc de ne plus fonctionner que le travail mais la valeur ajoutée.

Vous êtes un des seuls candidats à la primaire à défendre la légalisation du cannabis. Que répondez-vous à ceux qui craignent que cela déstabilise, voire tue l'économie souterraine qui fait vivre des quartiers ?

Il n'y a pas la paix, il y a un business organisé et nuisible. Dans le territoire dont je suis l'élu [les Yvelines], je connais plutôt bien la façon dont cela fonctionne et je ne sais pas de quelle paix on peut parler tant qu'il n'y a pas de régulation du marché. Sans cela, les gens se font la guerre et se tuent comme à Marseille ou ailleurs. Mais la légalisation de la vente du cannabis et l'encadrement du marché, c'est surtout un enjeu de santé publique pour les millions de personnes qui consomment et dont certaines sont dans l'addiction. Il faut sortir du

déni, de l'hypocrisie et regarder ce qui est mis en œuvre avec succès et bénéfiques au Portugal ou au Colorado.

Le trafic fait quand même vivre beaucoup de gens. Le revenu universel que vous prônez peut-il contribuer à apaiser les cités ?

Le revenu universel est aussi un des moyens par lesquels on redonne de l'autonomie aux gens. Maintenant soyons clairs, ce n'est pas le futur salaire des dealers. Mais sur ce genre de sujet, quand j'entends Emmanuel Macron dire qu'il vaut mieux être chauffeur Uber que dealer - alors qu'on peut aussi dealer en voiture (*rires*) -, je me dis que c'est une vision tellement caricaturale du champ des possibles pour ces jeunes : la voiture de maître ou la drogue.

Vous dites vouloir promouvoir la mixité sociale à l'école, comment comptez-vous faire ?

Il n'y a pas de mixité sociale si on ne mêle pas le privé. On doit ouvrir la discussion avec lui.

Par une discussion ? Cela fait cinq ans que la discussion est engagée...

Je ne suis pas pour la brutalité, la coercition. Je veux que le dialogue s'instaure. C'est la première étape, et la plus fondamentale, car nous constatons que l'absence de mixité sociale aggrave les inégalités entre les élèves. Et nous savons qu'il n'y aura pas de mixité sans l'implication du privé. Je prends donc les choses dans l'ordre.

Mais discuter avec la Fédération de l'enseignement catholique ne réglera pas le problème, puisque chaque établissement est autonome...

Que je sache, on paie les professeurs et ils appliquent nos programmes ! La contrepartie doit intégrer désormais des objectifs de mixité sociale, au regard des objectifs éminents de la société française. On ne peut plus fonctionner avec deux écoles, l'une avec des contraintes, l'autre sans. Je veux aussi créer un service public de l'aide aux devoirs, un grand plan sur la formation continue des professeurs.

Je suis présidente de Médecins du monde [*Françoise Sivignon, autre «agitatrice» de «Libération» pour cette campagne*]. Quel espace donneriez-vous à cette société civile active et extrêmement demandeuse de nouveautés en France et à l'international ?

Il y a des réponses à la fois politiques et institutionnelles, notamment dans le cadre d'une VI^e République. Réservez un budget participatif au plan national sur le même modèle que la Ville de Paris. De surcroît, transformons le Sénat. Qu'il soit une vraie chambre sociale, citoyenne, territoriale, et qu'il soit mis à contribution sur les grandes réformes de structures, ce qui relève des grands choix fondamentaux de la nation. Ensuite, il y a ce qui dépend de l'initiative politique. Ce qu'a fait Axelle Lemaire [*secrétaire d'Etat chargée du Numérique*] sur la loi numérique est un bon exemple : cinq articles par des internautes citoyens et onze modifiés par eux, donc on a là une mécanique qui m'intéresse.

Je m'appelle Yassine Belattar [*lire ci-contre*]. Vous êtes élu député à Trappes (Yvelines). Mesurez-vous la rupture avec les quartiers populaires, notamment après le débat sur la déchéance de nationalité ?

Il y a un rejet. Je perçois de la déception vis-à-vis de François Hollande, et de l'hostilité à l'égard de Manuel Valls. Mais est-ce que pour autant le vote de gauche va disparaître de ces quartiers ? Je ne le crois pas. Ce qui

m'inquiète, c'est que depuis l'affaire de la déchéance et du burkini cet été, j'ai entendu pour la première fois des gens me dire : «Je ne sais plus si je fais partie du "nous" ou si je me trouve dans le "eux".» On a des identités de consolation qui, à défaut de trouver matière à vivre ensemble, se réfugient dans un entre-soi. Cela peut passer par un islam identitaire qui se développe de manière sensible, avec notamment une frange extrêmement agressive à l'égard de la République. C'est une réalité qui m'attriste et me navre. Après, je dis à tous ceux qui jouent les champions de la laïcité que l'on ne peut pas d'une part s'en réclamer partout sur le territoire et, d'autre part, avoir dilapidé les moyens alloués aux associations. Elles sont absolument précieuses dans le soutien scolaire, les équipements sportifs, les lieux de création. Quand on voit le peu de moyens qui sont affectés aux acteurs de terrain dans les territoires où l'on vous dit que l'Etat est en train de disparaître, tout cela n'est pas raccord.

Lui président...

Première décision Abroger la loi travail et relever les minima sociaux, du Smic et du point d'indice de la fonction publique.

Premier voyage officiel A Berlin pour dire à Angela Merkel la nécessité de mettre fin à l'austérité en Europe.

Première personne reçue à l'Élysée Les partenaires sociaux pour ouvrir le chantier du revenu universel.

Premier déplacement Dans un lycée professionnel.

Premier grand discours A la tribune de l'ONU pour parler modèle de développement, écologie et développement de l'Afrique.

LIBERATION